

« Selon que vous serez
puissant ou misérable...

Et DITes Oh : ... les jugements de cour vous rendront blancs ou noirs ». Jean de la Fontaine.

Petit rappel de l'histoire, allez, rapprochez vous... : « une épidémie de peste frappe les animaux et chacun craint pour sa vie. Le monde entier semble se paralyser sous l'effet de cette menace et le roi des animaux propose une solution. Il relie l'origine de la maladie à une cause divine et pour apaiser la colère des Dieux, envisage que chaque animal vienne publiquement confesser ses péchés. Le plus coupable servira ainsi de bouc-émissaire à la collectivité. Dans les faits, les animaux les plus puissants confessent leurs fautes mais on finit par sacrifier un âne qui a avoué, simplement avoir mangé de l'herbe dans un pré qui ne lui appartenait pas. »

Cet animal n'est pas celui qui a commis la plus grosse faute (le lion a par exemple dévoré des bergers) mais il a été choisi comme une victime idéale. Cette fable « les animaux malades de la peste » a été écrite par Jean de la Fontaine en 1678.

Quelle conclusion en tirer ? Qu'il ne fait pas bon ruminer dans nos prés ? Certes, on reproche désormais aux vaches de trop péter et de libérer du méthane ! Mais ceci est une autre histoire et pas le but de cet édito alors... revenons à nos moutons.

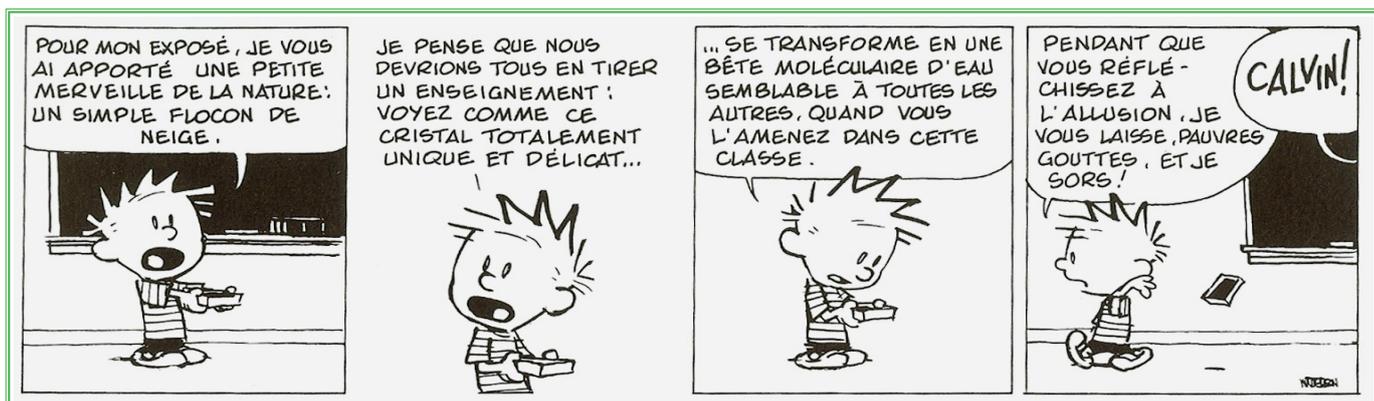
Bouc-émissaire, cela vous parle ? Ne cherchez pas quelles fautes nous avons commises au sein de notre DDFIP 26 (il y a peu encore lors de la pandémie, on louait notre engagement professionnel) mais voilà pour économiser cinq milliards d'euros sur le volet "dépenses" du budget 2025, le gouvernement a trouvé la solution : à la DGFIP reprise des suppressions d'emplois (- 529 au total mais 730 dans le réseau), suppression de la Garantie Indemnitaire de Pouvoir d'Achat (GIPA) qui allait concerner un tiers des agents en 2024, instauration de 3 jours de carence, réduction de 10 % de notre indemnisation lors des arrêts maladie...

Depuis sa nomination, le ministre Kasbarian, critique continuellement les agents publics, les qualifiant de privilégiés et de fainéants. Il semble ignorer l'importance des services publics et ignore notre volonté de servir l'intérêt général. Ses éloges à Elon Musk, connu pour vouloir réduire le budget des administrations et affaiblir l'État, montrent une fois de plus son mépris pour nous !

De l'argent, il y en a dans ce pays, nous sommes fort bien placés pour le savoir ! Faut-il avoir le courage politique d'aller le chercher chez les puissants, en nous donnant les moyens de le faire, plutôt que de le prendre aux classes populaires. Comme le rappelait si bien Ignazio Silone "Le gouvernement a un bras long et un bras court ; le long sert à prendre et arrive partout, le bras court sert à donner, mais il n'atteint que les plus proches".

Nous avons pris quelques libertés avec la morale de cette fable, chacun et chacune la replacera dans son contexte.

A l'heure où nous écrivons ces lignes (jeudi 05/12 au matin), une journée de mobilisation se tient. Nous serons en manifestation cet après midi. L'action intersyndicale prend toute son importance dans le contexte de la censure votée hier par le Parlement.



L'essentiel du COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION LOCAL du 21 novembre 2024

* **Modification des jours d'ouverture au public de l'antenne de DIE** du SIP de ROMANS à compter du 1er janvier 2025. Ce service est ouvert actuellement de 8h30 à 12h30 du mardi au vendredi.

Il est proposé que l'accueil physique de l'antenne soit désormais ouvert le lundi matin à la place du mercredi matin. Présentée comme une demande des agents, cette modification a ensuite été expliquée par un problème de stationnement le mercredi, jour de marché, une impossibilité pour les commerçants de venir à l'accueil le lundi jour de fermeture... Il semblerait qu'en fait le vrai problème serait la difficulté à avoir une présence d'encadrant le mercredi !... Abstention des 3 OS.

* Bilan 2023 du télétravail

La DDFIP a présenté le bilan de l'année 2023 de télétravail. Parmi la masse de données chiffrées présentées, certaines peuvent retenir l'attention :

- Au 31 décembre 2023, près de 55000 agents de la DGFIP bénéficiaient d'une ou plusieurs autorisations de télétravail réparties entre les catégories A+ (11,1%), A (24,1%), B (43,6%) et C (21,2%) ;
- Le taux de refus de télétravail transcrit dans SIRHIUS est de 1,2 pour 1000 sur le

plan national. Aucun refus de télétravail n'a été recensé en 2023 dans notre département ;

- Le taux d'équipement en matériel nomade est passé de 20 % fin 2019 à 92 % fin 2023 ;
- Plus de 5000 agents ont été formés en 2023 dans le cadre des formations au télétravail ;
- 2805 agents sont en télétravail en 2023 pour des raisons médicales. En Drôme, 20 agents sont en télétravail pour ce motif.

* Information sur le recrutement des contractuels 2020-2024

En 2020, 1 personnel contractuel avait été recruté en Drôme pour une durée de 3 ans. En 2024, ils sont désormais 21 dont 3 en renouvellement de contrat. 1 recrutement est actuellement en cours pour le SIP de Montélimar.

* Questions diverses

- le SIP de demain : C'est une instruction DG qui doit être construite au niveau local. L'organisation présentée est clairement la mise en place d'une organisation décloisonnée des secteurs dédiés à l'assiette et au recouvrement. Le but est de pallier le déficit d'agents dans les SIP en développant la polyvalence.



S'agissant du recouvrement, il est prévu que la mission du recouvrement forcé soit transférée au PRS à compter au 02 janvier 2027 (au mieux). Le SIP conserverait alors uniquement la mission du recouvrement amiable.

- Alarme incendie au Polygone : le problème est résolu
- Ponts naturels 2025 : il est mis fin à la pratique dite des ponts naturels imposant des jours de fermeture et donc des congés aux agents.

« Si j' connaissais l' con qu'a fait sauter le pont... »

Ce qui s'est dit au CDAS du 05 Novembre

Ce CDAS s'ouvrait sur le compte rendu d'activité 2023 de l'assistante sociale dont l'activité est le domaine professionnel, personnel et/ou familial et concerne l'ensemble des agents DGFIP, douanes et INSEE (595 actifs et 1180 retraités).

Nous notons que les difficultés financières sont en constante augmentation (problème de santé entraînant une perte de salaire, endettement, trop perçu à rembourser...). En 2023, il y a eu 15 bénéficiaires pour 22 aides pécuniaires, 1 secours alimentaire et 1 prêt social. Concernant la vie professionnelle, la mission consiste à apporter conseil et soutien. On note une augmentation des tensions au travail.

Actions retenues pour 2025 : Balades en trottinette électrique à Génissieux et sortie pédestre dans la forêt de Saou au printemps, Parc de loisirs Acrobatis à Peyrins cet été, Halloween à l'automne au parc Spirou. Il y aura également un dîner spectacle au Bongo à St Marcel les Valence. D'autres sorties pourront être proposées en fonction du budget restant.

Vous avez du recevoir il y a peu un message de l'action sociale vous informant d'une offre gratuite jusqu'au 31/05/2024 sur la plateforme Tout apprendre. Nous vous encourageons vivement à vous connecter sur le site : <https://biblio.toutapprendre.com>



○ Identifiant : MEF26 Mot de passe : DDAS26

ou à vous rendre sur l'application mobile pour bénéficier à volonté des packs Développement Personnel (Code de la route / bateau + Langues + Bureautique + Multimédia + Sport & Fitness + Secourisme + Bien-être & Santé) et Loisirs (Cuisine & Nutrition + Musique + Arts & Loisirs créatifs + Documentaires + Jeunesse & Gaming + 85 000 Livres & BD).

En questions diverses, nous avons parlé du RIA : problème des groupes, problème de manque de personnel car l'activité du restaurant est soutenue, problème de certaines personnes portant l'uniforme ;-) qui se permettent de passer devant tout le monde pour récupérer leur repas à emporter... Pour toutes ces questions, la seule réponse est : cela ne concerne pas le CDAS mais l'AGRIAP. Son président sera invité au prochain CDAS début 2025.

A suivre...

La rubrique : "à brûle pourpoint !"

Avant :

- les contribuables étaient reçus à la banque d'accueil généraliste par 2 ou 3 collègues qui répondaient directement à leurs demandes et/ou les dirigeaient vers le service concerné.
- les contribuables désireux de régler se rendaient directement en caisse, sans passer par la banque d'accueil.

Après :

- les contribuables doivent prendre un ticket à la borne en choisissant l'objet de leur venue. En cas de difficulté, le choix d'appeler un agent d'accueil est proposé.

Pour accéder au service recouvrement, il est obligatoire de passer par l'agent d'accueil qui pourra délivrer un ticket au contribuable.

- les contribuables désireux de payer doivent eux aussi prendre un ticket auprès de la borne, pour être appelé par l'agent de caisse.

Résultat :

La délivrance d'un ticket pour régler impose l'attente du contribuable à la borne, tandis qu'auparavant il se rendait directement en caisse. Le contribuable doit donc faire le bon choix pour être reçu au bon endroit !!

Or les propositions ne sont pas suffisamment explicites : 1/3 des personnes reçues par le SDIF ne concerne pas ce service !



Le contribuable indique qu'il vient pour la taxe foncière et obtient donc un ticket pour être reçu par le SDIF. Or sa demande peut concerner la mensualisation, une demande de délai de paiement auxquelles le SDIF n'est pas compétent pour répondre.

Cet accueil a été repensé pour éviter les flux massifs et résorber l'attente des contribuables, or en novembre, l'attente était déjà visible sur le perron....

Qu'en sera-t'il lors de la prochaine campagne déclarative ?

De plus, on constate une perte de confidentialité depuis ces nouveaux aménagements. Les box caisse, recouvrement et assiette ne sont plus séparés que par une simple cloison : chaque box profite de l'autre....

Remercions l'agent de sécurité qui spontanément guide le contribuable au point GFA ou le seconde aux postes en libre service !

Alors que la DG ne cesse de nous bassiner avec l'image de la DGFIP, se lamente sur son attractivité perdue, qu'elle mette enfin les moyens humains et matériels pour faire cesser ce désordre.

Au moment où le gouvernement stigmatise les fonctionnaires, qu'il s'apprête à nous punir en continuant à bloquer nos salaires, en supprimant la GIPA et enfin, suprême infamie, en rackettant les agents malades, nous devons faire front ensemble !

Bilan non exhaustif d'un naufragé de l'accueil

Déficit public, toujours les mêmes recettes !

Il n'y avait pas besoin d'être grand clerc pour anticiper les annonces de l'ex premier ministre concernant la réduction du déficit budgétaire : il faut réduire les dépenses, et donc l'emploi public...

En ciblant notamment les «emplois non en contact avec le public», il crée une division sans précédent entre les agents.

Pour notre administration, dont même «les experts médiatiques» les plus libéraux reconnaissent qu'elle est exsangue en matière d'emplois, les interactions de travail sont quotidiennes et essentielles entre les métiers, et chacun apporte sa pierre à l'édifice, quel que soit son poste.

Question qui fâche : où tailler ?

- l'Éducation nationale ? Un soi-disant sanctuaire déjà bien fragilisé et qui peine à assurer un enseignement égalitaire sur le territoire
- la Santé ? L'hôpital public crève, asphyxié par une politique de rentabilité, orchestrée par les grands pontes médicaux (combien de médecins et de professeurs de médecine à l'assemblée ?)

- la Police et la Justice ? On ne peut transiger avec la sécurité publique, ce que nous acquiesçons volontiers.

- la Défense ? La situation internationale exige de protéger nos citoyens, dans une démarche de recherche systématique de solutions diplomatiques.

Bref, équation impossible à résoudre si l'on n'intègre pas tous les paramètres.

Certes, 0,5% des contribuables les plus riches vont être appelés à un effort très transitoire : 65000 foyers concernés !

Idem pour certaines des plus grosses entreprises (les pauvres boîtes du CAC 40 ont vu leurs bénéfices baisser de 11 % au premier semestre 2024 par rapport au premier semestre 2023, n'encaissant que 72,2 milliards de janvier à fin juin).

Pourtant, des solutions existent, mais moins libérales, plus sociales et justes.

.../...

.../... Par exemple la suppression des aides aux entreprises sans contreparties ni vérifications en matière d'emplois et d'investissements, la suppression des niches fiscales qui ne profitent qu'aux riches (celles sur le logement par exemple ne concernent que... ceux qui ont les moyens d'acheter ou investir...)

Rappelons ici que de très nombreuses entreprises ne vivent que... grâce aux subsides et commandes publics : BTP, voiries,...

Alors on va nous dire qu'on peut obtenir des «gains» en organisant mieux le travail (jusqu'ici, on était des nazes incapables de bosser avec efficacité). Nos chers manageurs (écriture volontaire) nous le rabâchent à longueur d'année. Mais eux, sauront-ils se remettre en question, au risque d'entacher le bon déroulé de leurs carrières ?

Des jours sombres nous attendent en matière d'effectifs, soyons en persuadés. Il en découlera inévitablement des mal-être, du stress, des tensions. Ne plus pouvoir exercer son métier, ses missions, dans des conditions convenables est une des principales raisons des départs de plus en plus nombreux de notre administration.



Le gouvernement Barnier est tombé ! Soyons clairs : la situation du pays ne réjouit pas la CGT Finances Publiques, loin de là. La CGT appelle de ses vœux la formation d'un gouvernement dont les seuls buts seront la justice sociale et fiscale, la fin des privilèges des nantis, la reconnaissance des travailleurs et agents qui font la nation. Seul le dépassement du libéralisme-capitalisme pourra le permettre. Sans changement de paradigme, les mêmes méthodes, les mêmes gestionnaires produiront... les mêmes effets !

Paroles, paroles, paroles...

Quelques définitions pour commencer (nous avons écarté les références théâtrales, cinématographiques ou littéraires sans objet dans cet article)

Dialogue : Discussion entre personnes, entre partenaires ou adversaires politiques, idéologiques, sociaux, économiques, en vue d'aboutir à un accord - conversations, pourparlers : Le dialogue Est-Ouest.

Synonymes : débat, discussion, échange

Dialogue social : Le dialogue social part de la conviction ambitieuse qu'un débat fécond est susceptible de résoudre des questions (économiques et) sociales importantes, de promouvoir la bonne gouvernance, de favoriser la paix et la stabilité sociale (et de stimuler l'économie).

Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le dialogue social désigne l'ensemble des négociations, des consultations et des échanges entre (le gouvernement) les employeurs et les travailleurs. Si le dialogue social évoque instantanément la négociation des conditions de travail, il ne se limite pas toutefois à cet aspect. L'objectif est de discuter des problématiques liées à une politique économico-sociale donnée au niveau de l'entreprise, de manière informelle ou institutionnalisée.

Monologue : Long discours d'une personne qui ne laisse pas intervenir d'interlocuteur.

Un monologue reste un discours prononcé par un seul personnage, qui ne bénéficie jamais, contrairement au dialogue, du recours à un allocutaire pour rebondir, progresser, avancer : une seule parole se déploie et représente pour ce faire son unique ressource.

Pourquoi ce préambule lexical ? La DDFIP jure ad nauseam la main sur le cœur qu'elle est très attachée au dialogue social, alors que dans les faits, que ce soit lors de rencontres avec les agents, de groupes de travail ou d'instances élues, il y a loin de la coupe aux lèvres.

Combien de fois n'avons-nous pas eu l'impression que tel projet était ficelé d'avance, sans marge de manœuvre véritable ?

L'accueil au Polygone ? Fiasco tant organisationnel qu'humain (on demande à des contribuables de revenir ou de rappeler alors qu'ils se sont parfois déplacés de fort loin). Pourtant, les collègues ont alerté sur les problématiques récurrentes : sécurité, accueil de qualité, lieu de convergence des rancœurs de la vie, fatigue... Mais non ! Il fallait un « espace ouvert » façon CPAM ou CAF, avec « voltigeur directionnel », rv téléphonique... Bref, dégoûter l'usager de revenir était le mantra !

La lettre du SDIF (voir notre numéro précédent) alertant au printemps sur un mal-être réel de l'ensemble du service ? Quasi aucune évocation lors de la réunion du 10 septembre avec la direction, celle-ci allant même à «imposer une feuille de route» dessinée unilatéralement, en dépit des compétences, à l'abandon de certaines missions, le tout afin de ripoliner les statistiques départementales qui ne servent qu'à nos hiérarques quand elles sont « bonnes », et à nous broyer quand elles sont « mauvaises »...

Les bruits revenant avec insistance sur la suppression des antennes de Die et Nyons pour 2026 ? Pourtant lors de la mise en place du NRP, que n'ont-ils pas juré leurs grands dieux que les OS noircissaient le tableau ? Et 2026, c'était loin... Les agents concernés apprécieront ! Bref, le dialogue social façon DDFIP 26 n'est ni un dialogue, ni social... Paroles, paroles, paroles ...

Gipa... ou pas ?

Chaque année depuis près de 20 ans, le Gouvernement met en place une garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa) pour les fonctionnaires qui auraient une évolution de salaire inférieure à l'inflation. La CGT fait pression pour qu'il ne supprime pas cette garantie. Calculez ce que ce gouvernement (démissionnaire) a décidé de vous enlever !

Saisissez votre indice de décembre 2019 et celui de décembre 2023 pour que nous puissions vous indiquer le montant de la Gipa auquel vous auriez pu prétendre.

Nous basons nos calculs sur les chiffres de l'Insee notamment. Mais ce montant reste toutefois une estimation puisque l'arrêté n'a pas été publié par le Gouvernement. Pour plus d'information sur les critères d'éligibilité de la Gipa, vous pouvez vous référer au site service-public.fr.

<https://gipaoupas.cgffinancespubliques.fr/>

Dates à retenir :

**Nous viendrons à la rencontre des agents de Die le vendredi 6 décembre à 14 heures
et de Romans en intersyndicale avec Solidaires le mardi 10 décembre à 14 heures**

Des olives un peu plus noires ! ...



Les premiers frimas de novembre arrivant, ce n'est pas tant la bise mordante qui nous a transpercés. Pas plus que les nuages noirs amoncelés au-dessus de notre avenir commun de citoyens et de fonctionnaires n'ont stoppé notre esprit militant. Mais en apprenant le décès de notre ami Alain Dubief nos cœurs sont soudain devenus un peu plus lourds !

Militant de longue date au sein du Trésor Public puis de la Dgfp, ancien secrétaire de notre section départementale, Alain a toujours apporté à notre combat collectif son engagement franc et direct, sa bonhomie, son humour, ainsi que ses compétences militantes et professionnelles.

Reconnu par tous, il nous a permis de mener nos actions au plus près des agents qu'il aimait rencontrer lors de nos tournées HMI sur tous les postes du département. Ennemi des injustices et du management débridé, il a accompagné de nombreux collègues en Direction.

Ce fidèle lecteur du « Canard Enchaîné » était toujours prêt à l'engagement, il promènera encore longtemps sa « bouille » sympathique dans les mémoires de

tous ceux qui l'ont côtoyé, et comme l'a dit le grand Georges : « cent ans après, coquin de sort, il manquera encore ».

Aujourd'hui donc, dans notre « caillette », les olives sont devenues encore un peu plus noires...

Hasta la vista, Alain !

Nouveauté ! Pour en savoir plus...un clic gauche sur les logos...

« La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert. » André Malraux

	Les trois œuvres phares de Madeline Miller réunies dans une belle édition intégrale reliée ! Galatée, Achille et Circé, dans trois récits qui revisitent les épopées d'Homère.		Une petite sortie à Romans pour visiter la Cité de la chaussure avec visite guidée des ateliers. Une belle expérience qui aide à comprendre les enjeux du « fait en France » pour la sauvegarde des savoirs-faire.
	En donnant à voir l'histoire des ouvrières et de leurs corps au travail, la Compagnie Romane des Lisières, s'empare de l'histoire locale et lui donne une dimension universelle. Jeanne, Louise et Lucie travaillent à la cartoucherie de Valence pendant la première guerre mondiale... <i>Prochaine date le jeudi 16/01/2025 à 20h30 à St Jean en Royans.</i>		« Leurs enfants après eux » des frères Boukherma adaptation cinématographique du prix Goncourt 2018 signé Nicolas Mathieu. On n'est pas prêt d'oublier Paul Kircher (Le Règne animal) et Angelina Woreth (Ma vie, ma gueule), acteurs d'un amour en fuite, magnifiques incarnations d'une jeunesse s'ébrouant dans les prémices d'un monde qui va s'effondrer.

**SE SYNDIQUER, C'EST UN DROIT,
ÊTRE A LA CGT, C'EST UN + !**

cgt.ddfip26@dgifp.finances.gouv.fr